

Demande d'autorisation environnementale

Dossier complémentaire suite au relevé des insuffisances



Courrier du 4 janvier 2022

Ref : 2022-C0001

Affaire suivie par : Mme SIMON Adeline

Rapport version 1 – Dépose du dossier le 10 décembre 2020

Rapport version 2 – Dépose du dossier le 17 septembre 2021 suite à la demande d'insuffisances 2021-C0009

Sommaire :

A.	Point 1	3
B.	Point 2	3
C.	Point 3	4
1.	Quantité de matière stockée pour les rubriques :	4
2.	Distance séparative entre la 1532 et 1530	5
3.	Quantité de matière en encours	5
D.	Point 4	7
E.	Point 5	7
F.	Point 6	7
G.	Point 7	8
H.	Point 8	8
I.	Point 9	8
J.	Point 10	9

Les points relevés en insuffisance sont traités dans l'ordre du courrier.

A. Point 1

Suite à la demande après le dépôt du dossier en version 1 de revoir l'organisation du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Demande dans le courrier de relevé des insuffisances en date du 17/02/2021 portant la référence 2021-C0009.

La version 2 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter a été refaite en conséquence avec une séparation physique des différentes parties.

Le dossier est donc un mixte entre la nouvelle forme et l'ancienne forme des dossiers de demande d'autorisation d'exploiter.

Le sommaire est disponible sur la pochette de protection.

B. Point 2

Suite à l'évolution de la rubrique 2445 par le décret n°2021-1558 du 2 décembre 2021.

La dépose du dossier en version 2 a été réalisée le 17/09/2021 en préfecture.

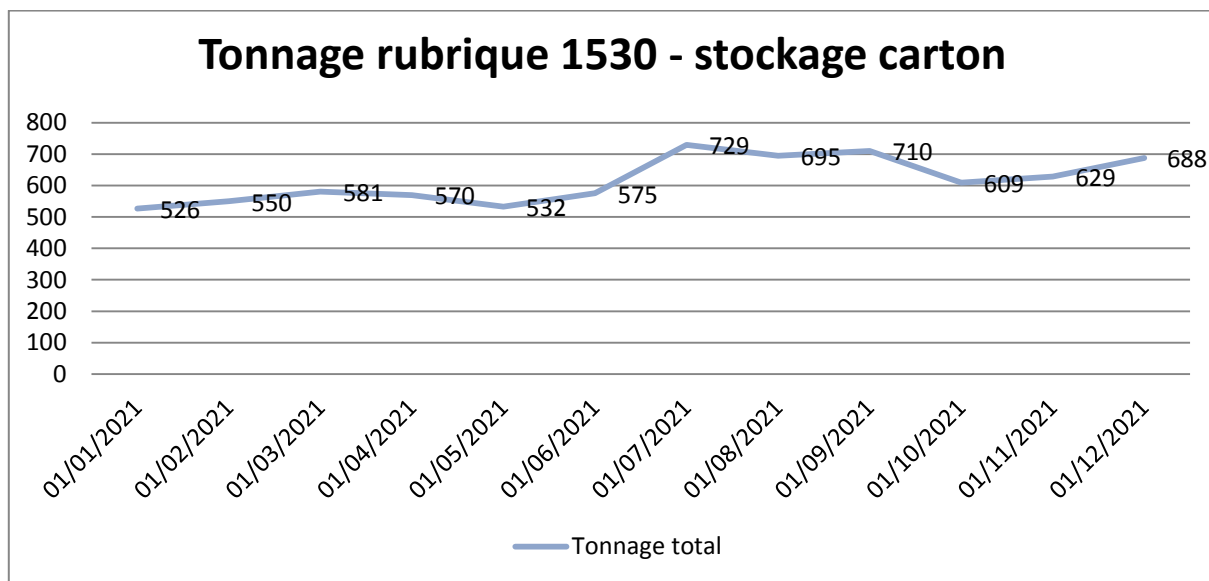
Nous restons sur le dossier actuel et ne souhaitons pas passer sur la nouvelle version du décret.

C. Point 3

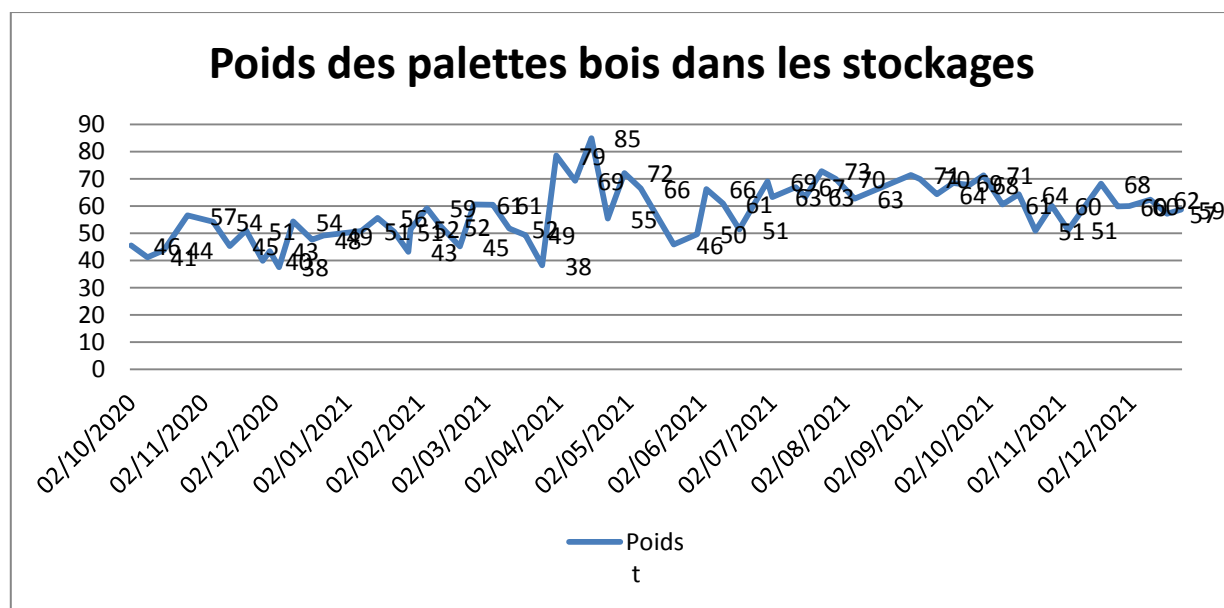
Afin de statuer le classement du site au regard de la rubrique 1510.

1. Quantité de matière stockée pour les rubriques :

Rubrique	Tonnage
1530	Moyenne 616t de carton par mois



Rubrique	Tonnage
1532	Moyenne 58t de palette par semaine



2. Distance séparative entre la 1532 et 1530

La distance séparative entre le stock extérieur en 1532 et le bâtiment abritant la 1530 et suivant la demande de prendre en compte la distance la plus courte.

Distance = 25m

3. Quantité de matière en encours

La quantité de l'encours de production et < à 2 jours de production.

Annexes n°1 données du système informatique

Afin de vérifier si la quantité de matières premières en encours ne dépasse pas l'équivalent de 2 jours de production soit 300 tonnes, VPK-Ondulys possède un fichier de données de production. Les données de production (jour par jour) de produits à fabriquer montrent la quantité de matières premières entrant en cours de fabrication. Ces données permettent d'évaluer la quantité d'encours présente sur la ligne de production.

Cette évaluation a été réalisée sur les 5 derniers mois et les valeurs présentées sont vérifiées et validées par VPK-Ondulys.

Sur une journée, la moyenne de produits utilisés est de 27 tonnes avec un maximum à 90 tonnes.

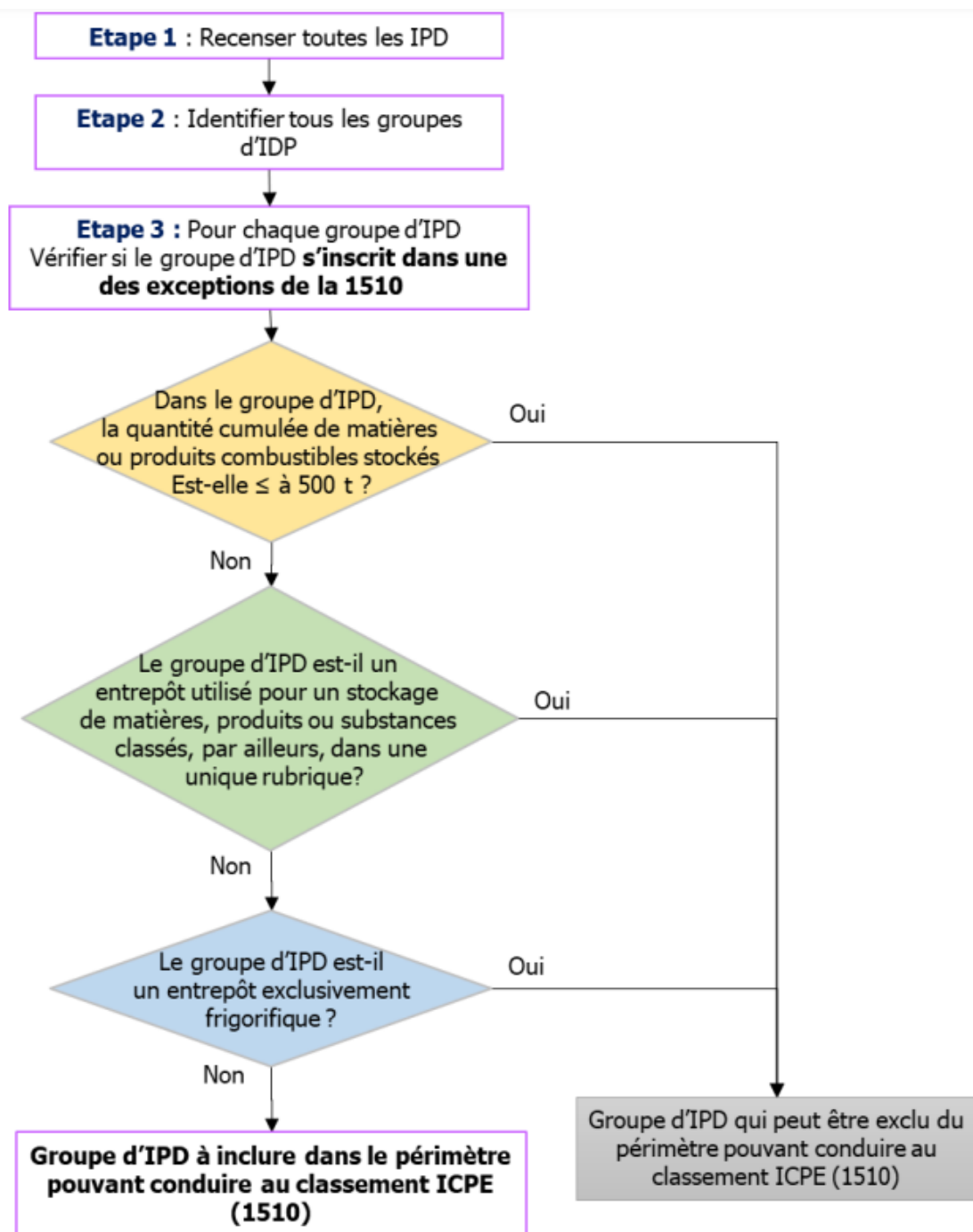
Sur 2 jours, la moyenne de produits utilisés est de 54 tonnes avec un maximum à 123 tonnes.

La valeur majorante étant le maximum de matières premières utilisées sur une journée, par extrapolation sur 2 jours et dans le cas d'un pic accru de production, on estime qu'au maximum 180 tonnes de produits seront présents sur les lignes de production.

Dans tous les cas, la quantité de matières en encours ne dépasse pas les 300 tonnes.

Cf. Document « Données de production »

Conclusion : détermination du périmètre pouvant conduire à un classement ICPE (1510) (suivant le Guide d'application de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510)



Logigramme 1 : Déterminer le périmètre pouvant conduire au classement ICPE (1510)

1. Recensement des IPD : 2 zones sont recensées comme étant des installations pourvues d'une toiture dédiée aux stockages (IPD), la zone de stockage interne du bâtiment (1530) et la zone de stockage externe au bâtiment (1532).
2. Identification des IPD : 1 seule IPD sur site, les stockages extérieur (1532) étant distant de moins de 40 m du stockage intérieur (1530), distance étant égale à 25 m.
3. La quantité cumulée de matières combustibles étant supérieure à 500 tonnes : la quantité totale étant au maximum de 814 tonnes.

4. La zone de stockage interne du bâtiment peut être classée sous la rubrique unique 1530 (la quantité maximale pouvant être stockée étant supérieure à 500 t). De plus, la quantité de matières combustible pouvant être classée dans l'unique rubrique 1532 étant inférieure à 500 tonnes.

L'IPD peut donc être exclue du périmètre 1510 et être classée sous les rubriques ICPE 1530 et 1532.

D. Point 4

La rubrique IOTA 2.1.5.0 n'est pas mentionnée dans le rapport alors que le projet est soumis à déclaration.

La rubrique IOTA 2.1.5.0 est mentionnée dans la PJ46 en page 11 du PDF.
La cartonnerie est classée au titre de la loi sur l'eau.

E. Point 5

Etude de dangers caractérisation des portes.

Un plan a été ajouté dans la version 2 du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Dans la partie annexe page 13 du PDF.

Le plan détail, le type de murs ainsi que les portes et les ouvertures sans porte.

- Les portes sont matérialisées avec une surépaisseur noire.
- Les ouvertures sont matérialisées par un vide.

Un complément a été apporté sur le plan suite à la nouvelle demande d'insuffisances.

Annexe n° 2 plan des murs + des portes

Le niveau de résistance des portes coupe-feu a été précisé dans les parties ci-dessous :

- Analyse de conformité dans l'annexe page 107 du PDF chapitre 4.1 – « pas de porte coupe-feu »
- Analyse de conformité détaillée arrêté préfectoral de mesures conservatoires dans l'annexe page 113 du PDF chapitre 4.1 – « Les portes intérieures ne sont pas coupe feu »
- Etude de conformité dans l'annexe page 114 du PDF chapitre III – « Structure non R30, porte non EI120 »
- Arrêté du 30/09/08 dans l'annexe page 126 du PDF chapitre I.4.1 – « Pas de porte coupe-feu »

Un complément a été apporté sur le plan dans la partie annexe page 13 du PDF.

Le site ne dispose pas de porte coupe-feu.

F. Point 6

Plan du bâtiment avec les cotations

Un plan avec les cotations du site est disponible dans les annexes au dossier.

Annexe n°3 plan avec les cotations

G. Point 7

Absence d'information sur le calcul de dimensionnement pour les ouvrages d'infiltration.

Feuille de relevé lors des tests de perméabilité qui ont été réalisés en 2017 ainsi que l'étude finale qui a été réalisée par le Cabinet TERIS en décembre 2021.

Etude en lien avec l'Agence de l'eau pour les DPF.

Annexe n°5 Feuille de calcul

Annexe n°6 Etude

H. Point 8

Audit de conformité suite aux évolutions de la rubrique 2445. Décret 2021-1558 du 02/12/2021.

L'audit de conformité à cette rubrique ainsi que les demandes d'aménagements qui s'y appliquent.

Cet audit a pour vocation de faire le point avec le Décret 2021-1558 du 02/12/2021.

En lien avec le point 2.

Il est à noter que les dispositions prises sont redondantes avec les dispositions de prescriptions déjà énoncées dans la pièce jointe 8 du dossier d'autorisation pour la rubrique 1530. En effet, les non-conformités à l'arrêté reprennent les mêmes items : comportement au feu de l'installation, désenfumage et dispositifs incendie (moyens et rétention). Le document de demandes d'aménagement reprend donc les dispositions déjà envisagées et réalisées tout en tenant compte de l'avancement des projets engagés.

Annexe n° 7 Audit 2445

Annexe n° 8 Demandes de dérogation

I. Point 9

Demande d'aménagement au code du travail concernant l'absence de désenfumage sur une partie du stockage.

Nous avons adressé la demande d'aménagement sur cette partie à l'inspection de travail.

Annexe n°4 Courrier à l'inspection du travail pour la demande d'aménagement

J. Point 10

Demande de justificatif sur la désagrégation de la toiture en fibrociment en 5 minutes.

La justification concernant la désagrégation est basée sur les références et données techniques ci-dessous.

Références documentaires :

Flumilog – Rapport final du 04/08/2011 - DRA-09-90977-14553A Version 2

FLUMILOG - Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt - Partie A
La référence faisant état d'une résistance au feu de 5 minutes pour une toiture en fibrociment, toiture considérée comme fusible, est mentionnée :

- au paragraphe « 5.5 - Calcul de la surface de recouvrement du combustible par la toiture » du document Flumilog – Rapport final du 04/08/2011 en page 56 et 57.

Document cité et disponible sur les sites des préfectures suivantes (liste non exhaustive) :

- Préfecture du Doubs
- Préfecture du Maine-et-Loire
- Préfecture de Seine-et-Marne
- Préfecture du Rhône
- Préfecture du Lot.

Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA) - Management Industriel

Ω-2 : FEUX INDUSTRIELS

RAPPORT D'ÉTUDE 17 / 03 / 2014 Réf. : DRA-14-141478-03176A

Feux industriels solides – Partie B Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt

Document cité et disponible sur le site Primarisk de l'Ineris : Plateforme de ressources intégrées pour la maîtrise des risques majeurs.

La référence faisant état d'une résistance au feu de 5 minutes pour une toiture en fibrociment, toiture considérée comme fusible, est mentionnée : a

- au paragraphe « 5.2.5 - Calcul de la surface de recouvrement du combustible par la toiture » du document Ω-2 : FEUX INDUSTRIELS en page 51 et 52.

Annexe n° 9 Rapport FUMILOG

Annexe n° 10 Rapport d'étude 17 / 03 / 2014 réf. : dra-14-141478-03176a